

Argentine info 56 57

6^{ème} année.

(Fin de rédaction La Plata, 11.02.11)

Vision globale

Au bout de quelques semaines dans le pays, on a forcément une vision différente de celle que peuvent donner les médias néo libéraux, que ce soient ceux de la présidence de la République ou ceux de la critique exclusive de la maffiocratie Kirchner –en occultant la leur-

« Maffiocratie » du régime Kirchner, d'abord « maffiocratie argentine », dans son film de 2006 *Memoria de un saqueo*, est une expression du candidat aux élections présidentielles de cette année, le péroniste anti néo libéral et réalisateur cinématographique Fernando Ezequiel « Pino » Solanas, en janvier 2011, à la télévision, canal TN¹).

Ineptocratie, est une expression du député radical Rodolfo Terragno², juste avant le chaos bancaire décrété par le gouvernement de De la Rúa en décembre 2001. Un gouvernement de coalition radical-centre claironnant son anti néo libéralisme pour les élections de 1999 et faisant volte face en prenant Domingo Cavallo comme ministre des Finances, le même qui participa à la dictature militaire, en 1982 comme directeur de la banque Central, puis comme ministre des Affaires étrangères de Carlos Menem.

Cette continuité des hommes politiques, au-delà de leurs couleurs politiques, dans la cohérence néo libérale explique de nombreuses carences au quotidien.

Une exception est justement Fernando Solanas, dont le mouvement Projet Sud est *l'opposé de la "maffiacracia", [...] l'officialisme [=le kirchnérisme] prétend représenter les intérêts du progressisme mais "il y a 700.000 enfants en situation de dénutrition [uniquement dans la province de Buenos Aires, 18 millions d'habitants sur 40 dans le pays], ce à quoi il faut ajouter [le veto de la présidente K à la mesure adoptée au parlement d'échelle mobile de] " 82 % [par rapport au salaire minimum] des retraités" au moment du paiement de "la scandaleuse escroquerie du del Club de Paris [ensemble de bailleurs de fonds privés qui réclament leurs fonds à des taux d'intérêts mirobolants]", alors que, dans le même temps, la plus grande partie des travailleurs "sont en noir". Il a aussi souligné que Ricardo Jaime [ex membre du gouvernement national de Néstor Kirchner et imputé pour de nombreuses malversations] " a condamné des millions [d'Argentins] à voyager [pour trouver du travail] alors que lui faisait de bonnes affaires, avec l'accord de son chef " (Clarín, 08.12.10). L'absence d'analyse de l'insécurité et de propositions est une lacune profonde, ainsi que le manque de précaution dans les alliances, la tare inhérente à tout péronisme (fort proche de la théorie léniniste des compromis, un machiavélisme à la sauce XIX –XX siècle, qui se marie bien avec la prostitution idéologique).*

En relisant un livre de 1994 sur la fatuité du président Carlos Menem *Pizza con champán (crónica de la fiesta menemista)* [pizza avec champagne -habitude du président- Chronique de la fête ménémiste], des similitudes frappantes apparaissent *Des*

¹ Déjà dans *Página 12*, 04.04.2003, durant la présidence K mais sans spécifier.

² Cité par Miguel Wiñazki *La locura de los argentinos* [la folie des Argentins], Buenos Aires, 2010, p. 36.

avec le kirchnérisme. *millions d'Argentins sont condamnés à choisir entre la famine ou délinquance dans –ou en dehors- d'un système qui n'a pas prévu de les aider, ou du moins, à faire le choix de l'honnêteté.[...] le ménémiste n'est pas le seul mal de l'histoire. C'est simplement lui qui a eu la tâche de relancer ce que le caractère national possède depuis presque toujours: une conception maffieuse des rapports interpersonnels y une vision corporative de la vie nationale, qui persiste même dans les plus progressistes du pays. [pp. 13, 16].*

Contenu

1) Lutttes en cours

- 1 – 1 *Insécurité et quasi impunité des délinquants au quotidien*
- 1 – 2 *Digression sur insécurité des lois et l'écologie*
- 1 – 3 *Digression sur l'insécurité du double discours kirchnériste*
- 1 – 4 *Propos présidentiels versus réalité de la mort de faim des enfants en 2011*
- 1 – 5 *Position des kirchnéristes*
- 1 – 6 *Syndicalisme de combat maffieux et vrai syndicalisme*
- 1 – 7 *La longue lutte du peuple Qom*

2) Sacré pays

- 2 – 2 *Mensonge et pots de vin pour masquer la réalité*
- 2 – 2 *Insuffisance philosophique: le Brésil de Lula et l'Amérique Latine vus par Edgard Morin*
- 2 – 3 *Misère et fatuité de Tzvetan Todorov sur les pseudo deux démons durant la dictature militaire argentine.*

1) Lutttes en cours

1 - 1 *Insécurité et quasi impunité des délinquants au quotidien*

Il existe une sorte d'accoutumance à l'insécurité chez les Argentins pour des raisons historiques, juridiques et depuis les 19 et 20 décembre 2001.

Le dernier aspect est le plus simple à démontrer: la disparition de l'épargne de nombreux retraités des classes moyennes (aisées) ont disparu en même temps que les directeurs de nombreuses agences bancaires; de même qu'une partie des fonds de la province de Santa Cruz sous la direction du gouverneur Néstor Kirchner; de même que des fonds internationaux de centaines de millions de dollars US pour rénover une partie du port de Buenos Aires (Dock Sud), partie dans les poches du président de la République Eduardo Duhalde et de son équipe (dont Aníbal Fernández, chef du Cabinet de l'actuelle présidente).

Pour finir, voici deux exemples clairs.

Un journaliste d'une soixantaine d'années considérait en 2004 comme positif que le maire de l'époque de La Plata, Alak, ne possède que vingt biens personnels (au lieu de quarante pour le maire précédent). Le même Alak est pour le moment ministre de la Justice du gouvernement de Fernández de Kirchner.

Une employée d'une trentaine d'années (pratiquant les arts martiaux) expliquant en janvier 2011 comment elle a été agressée dans une gare d'autocars [Retiro] à Buenos Aires, en plein jour, au milieu des gens, avec un policier à deux pas. Par derrière

quelqu'un lui enfonce le canon d'une arme dans les côtes, devant une personne fouille son sac, prend l'argent, et jette le sac. Après, elle demande leur témoignage aux « spectateurs y compris le policier » : personne n'a rien vu.

Conclusion de la victime: les voleurs sont couverts par la police qui est protégée par le gouvernement actuel.

Commentaire: raisonnement parfait, seuls les pauvres d'esprit (voir plus loin pour les kirchnéristes) pensent autrement.

Une première déduction est que les plus grands responsables de l'insécurité sont l'État et ses différents organes nationaux et provinciaux, qui (voir les précédents bulletins) pratiquent l'abandon des structures sociales (tout-à-l'égout, pont, etc.), sanitaires et éducatives, tout ce qui n'est pas rentables à court terme. Et le second grand responsable est le système bancaire.

Deuxième conclusion évidente, tous les corps de police sont gangrenés et formatés (voir pour la torture et la délinquance; quelques exceptions existent qui ne font que démontrer l'abîme existant et persistant³).

La continuité du schéma répressif est évident: les forces de "sécurité" des gouvernements qui se sont succédés depuis décembre 1983 jusqu'à maintenant ont assassiné 1684 personnes, dans leur majorité des jeunes entre 15 et 25 ans (plus de 1300 pendant les gouvernements des Kirchner), pour des cas de gâchette facile, et tout cela malgré les purges promues de Felipe "nous envisageons toutes les hypothèses" Solá, León "30 % des forces ne répondent à mon autorité" Arslanián, Daniel "main dure [pour réprimer]" Scioli, et Ricardo "tout mineur est un délinquant potentiel" ou "perte de l'avion" Casal. Les combattants populaires sont poursuivis, menacés et agressés, comme les militants Roberto Martino, Raúl Lescano, et Fernando Esteche, prisonniers et condamnés pour des affaires montées parce qu'ils sont des référents de leurs organisations.

Les prisons et les commissariats sont bondés du fait du durcissement de la législation pénale. Ce sont des lieux d'entassement de personnes sans le moindre respect des droits et des garanties. 70 % des prisonniers de la province de Buenos Aires sont en attente de début de jugement et effectuent des peines de condamnation avant la sentence judiciaire, les statistiques indiquant que les acquittements surviennent pour un procès sur trois. De plus, on a constaté que non seulement les agents pénitenciers de la province de Buenos Aires torturent, mais qu'ils redoublent impunément cette action contre ceux qui le dénoncent. Ces dernières années il y a eu plus de 4.000 affaires contre des membres du Service pénitentiaire fédéral pour de tels abus. Sur ce nombre, sept uniquement ont abouti à des verdicts condamnatoires [voir le texte p.8-9].

Impunité historique, depuis les massacres d'Argentins qualifiées d'indigènes, puis de grévistes (1.500 en 1921 en Patagonie, durant la présidence d'Hipólito Irigoyen, en dehors de tout cadre juridique, donc impossibilité d'indemnisation pour les familles), ensuite de grévistes indigènes (19 juillet 1924 à Napalpí, province du Chaco, 200 morts). Pour les victimes de la dictature militaire, des indemnisations ont été versées.

³ Sur la délinquance juvénile: *Est qu'il existe une volonté profondément politique d'éviter qu'un gosse tue? Si on analyse l'endoderme du système afin de le transformer et de générer des alternatives et des chemins différents dans l'histoire de cet enfant, ne verra-t'on pas noir sur blanc que l'exclusion est une stratégie politique pensée et développée par des régimes dictatoriaux avec la complicité systémique de gouvernants, gouverneurs femmes et hommes? [...]. Les 500.000 gamins déscolarisés et sans travail dans la province [de Buenos Aires] –pour des entreprises privées d'analyses, ils sont 800.000- vont continuer sur le bord de l'abîme ou tomberont au fond. [...] Silvana Melo (Pelota de Trapo, 24.01.11)*

Sur ce plan, il faut signaler que, pour de basses raisons de prestige, certains membres de familles de disparus ont des postes de fonctionnaires. Le cas le plus notoire est celui de Juan Cabandié, qui s'est rendu compte en 2006 qu'il faisait partie des bébés adoptés par des tortionnaires, et qui, fort de cette expérience et d'une prédisposition à l'arrivisme, a été juché au poste de député kirchnériste pour la ville de Buenos Aires et élu conseiller privé par Néstor Kirchner, et repris par son épouse-présidente.

Les raisons juridiques expliquant la persistance de l'insécurité est que chaque loi constitutionnelle nationale n'a d'existence dans les faits qu'une fois ratifiée par une des 24 provinces du pays. La conséquence directe est vitale pour les écologistes, puisque chaque province a la liberté de signer des accords économiques avec des multinationales.

1 – 2 Digression sur l'insécurité des lois et l'écologie

Il est impossible de ne pas rappeler le cas du gouverneur de San Juan, Beder Herrera, désigné comme tel en avril 2007 et officiellement le 23 octobre 2007, après une forte campagne contre le gouverneur précédent (dont il était vice gouverneur) en se servant du parti kirchnériste et de l'arsenal d'arguments de protection de la nature et de l'interdiction des mines de grande envergure. D'où l'appui populaire puisque depuis 2006 la Barrick Gold est installée et que les habitants de Chilecito et de Famatina luttent contre elle.

Miracle du matérialisme dialectique (s'il s'agissait du socialisme réel), donc plutôt miracle de la *realpolitik* (made in neoliberalism, with US taste), Luis Beder Herrera devenu gouverneur, et tout en suivant la ligne kirchnériste, adopte la même politique que son prédécesseur.

Le jour même [de sa nomination comme gouverneur, 23 octobre 2007] les menaces de mort téléphoniques, à partir de portables et de cabines publiques, commencent contre plusieurs membres des assemblées d'écologistes.

25 octobre: Beder Herrera a une réunion avec la Chambre nationale des propriétaires de mines, tout en écartant les lois d'interdiction impulsées et approuvées par lui-même et la chambre des députés⁴, il invite tous les investisseurs intéressés à prospecter et à exploiter les ressources minières de la province de La Rioja. [...]

8 août 2008: dérogation des lois d'interdiction de l'exploitation minière à ciel ouvert.

19 décembre: Cristina Kirchner visite La Rioja. Au moment où deux femmes assembléistes veulent entrer dans une salle où parle la Présidente, elles sont frappées et traînées vers la sortie par la police provinciale.

2009, plusieurs cas de répression et de blessures, avec intimidations policières et judiciaires.

*14 avril: Cristina Kirchner a une entrevue avec des dirigeants de la Barricade à Buenos Aires. En même Temps à Peña Negra [barrage des écologistes sur une route menant à une mine], des fonctionnaires provinciaux agressent des assembléistes. (Voir: <http://www.youtube.com/watch?v=ZfTa-mlfsBM> et <http://www.youtube.com/watch?v=VEqd5jQ4Dl8>) [...]*⁵

Après les écologistes, voyons ce que dit le pilier kirchnériste Luis Beder Herrera:

⁴ Autre "merveille" du système juridique argentin est que le veto du gouverneur est au-dessus des lois des députés.

⁵ Source Fuente: Asamblea de Vecinos Autoconvocados por el NO A LA MINA [assemblée d'habitants auto convoqués pour le NON À LA MINE], 26.06.09.

J'ai toujours soutenu Néstor (Kirchner), sans doute aurait-on pu faire autrement de nombreuses choses, mais son idéal de «otra Argentina [Une autre Argentine⁶]» m'a toujours convaincu. Et bien entendu, cela se poursuit avec Cristina (de Kirchner), qui nous a beaucoup appuyés et a mené à bien une importante politique fédérale. Elle nous fait participer au soja, car ce qui se passe dans le pays avec le soja est très bien, et également pour les travaux publics. Nous sommes d'accord avec Cristina et nous la soutenons très fermement [...] (04.02.11).

Le soja (majoritairement OGM, autorisé légalement par le président péroniste Carlos Menem) auquel fait allusion le kirchnériste Luis Beder Herrera est, du fait des méthodes chimiques accompagnant sa production, un facteur important de stérilisation des terres (pour quelques décennies) et de multiplication des cancers.

Pour produire plus vite la déforestation s'accélère, d'où la multiplication des inondations dans certaines régions (Tartagal, dans la province de Salta) et l'impossibilité pour de nombreux Argentins faisant partie des peuples originaires de pratiquer leur mode de vie et de médecine, d'où l'obligation de l'exil.

Les écologistes avancent le chiffre de douze millions d'Argentins touchés par les fumigations nécessaires au soja chaque année, sans parler des maladies chroniques qu'elles occasionnent.

1 – 3 Digression sur du double discours kirchnériste

Plus j'entends et je lis des propos kirchnéristes, plus je retrouve le langage des communistes bulgares et de leurs partisans des années 1970 et 1980 à Sofia (avec le raffinement de conversations contradictoires avec des amis et des cousins selon que nous étions en tête à tête ou avec des «étrangers»). Et le problème est celui de la sincérité de la présidente Cristina Fernández de Kirchner et ensuite, de celui de ses partisans.

Le discours de la présidente de la République consiste à répéter que «*le modèle doit continuer à être approfondi [...] les progrès acquis pour tous les Argentins*» (discours du 7 février en direct à la TV d'État, à Buenos Aires, dans le quartier de Villa del Parque, devant des travailleurs de l'UOCRA (Union des ouvriers de la Construction de la République argentine, de la CGT) qui ont fini de bâtir un bâtiment avec des appartements pour ouvriers (lesquels?).

Une cinquantaine de nervis de l'Uocra, cinq jours auparavant, le 2 février, à Lomas de Zamora se sont distingués en attaquant une centaine et plus d'adhérents du SITRAIC (syndicat des travailleurs de l'industrie de la Construction et similaires), 3 blessés dont une femme enceinte, la police avait libéré la zone (même situation en 2009 au même endroit).

Le portail de SITRAIC donne cette information «*La bande de nervis de l'Uocra agresse des travailleurs / Parmi les agresseurs il y avait un des types armés ayant fait partie de la bande qui a assassiné Mariano Ferreira⁷*». Ces faits ne pouvaient être ignorés par la présidente lors de son speech pour encenser l'Uocra.

Je laisse de côté la justification implicite des nervis de l'Uocra par la présidente, voir plus loin l'attitude des syndicats officiels.

1 – 4 Propos présidentiels versus réalité de la mort de faim des enfants en 2011

⁶ Comprendre pour le peuple, donc –comme pour le socialisme réel– comprendre pour la tendance kirchnériste sur le dos du peuple.

⁷ Argentine info N° 54, 20.11.10, pp. 1-2.

Il est fort possible que l'usage abusif du manichéisme pratiqué par les Kirchner, la lubie d'un putsch latent de la part de la droite (présent dans les discours de la présidente depuis 2008 lors de la crise qu'elle déclencha et perdit contre les propriétaires ruraux), la modestie de se prendre parfois pour le pharaon Kheops (voir N° 48-49, 23.05.10) aient entraîné une déformation certaine de la réalité. En voici un exemple⁸.

Je répète: je crois que les politiques directes de sécurité existent avec de bon policiers, non pas une bonne police, non, une bonne police [sic] qui ne cède pas aux délinquants, une police qui n'a pas de zones libérées [pour le vol et le crime]⁹, des juges également qui lorsque cette bonne police¹⁰ appréhende un délinquant, ne le relâche pas au bout de 15 minutes en créant une sensation d'impunité et d'insécurité dans toute la société¹¹.

[on lutte contre l'insécurité par...] une vraie politique indirecte de sécurité, comme celle de l'Assignation universelle [faux vu les lignes qui suivent], comme avoir généré plus de 5 millions d'emplois, comme avoir un parc industriel à Florencio Varela, qui était autrefois une ville dortoir, comme en avoir un autre à Berazategui, comme la création de tants d'emplois et, fondamentalement, avoir élaboré un modèle de pays où nous pouvons dire que les gens prennent des vacances, profitent de ce que nous Argentins nous avons gagné

[...] quelle fierté j'ai ressenti lorsque j'ai lu que Paul Krugman, prix Nobel d'Économie [2008], disait que de nombreux pays allait devoir appliquer à 100 % la solution argentine, vous avez entendu: la solution argentine¹².

Paradoxalement, la réalité ne permet pas d'être optimiste:

-Vacances [province de Misiones: quatre enfants mendiants sur le bord d'une nationale menant des touristes argentins au Brésil avalés par une fondrière] Tatiana Marisel et Fabián Lautaro Sosa, de 9 y 6 ans, et Angélica y Beatriz Monzón, de 8 y 11, n'ont pas pu avoir pied dans une « tosquera » [puits pour extraire du matériel de construction]. Cela leur sembla presque naturel. Leur propre histoire imposée par leur

⁸ Discours à Florencio Varela, 24.01.2011, texte du portail de la présidence de la république.

⁹ La Présidente accepte la réalité en « oubliant » les nombreux membres des polices, fédérale et provinciales, forçant des mineurs à commettre à voler, tuer au besoin, puis leur remettre leur butin.

¹⁰ La Présidente fait mine de croire que cette “bonne police” existe (2 à 3 % de ses membres, par hasard) !!!

¹¹ La conclusion subliminale est que les juges portent la responsabilité la plus lourde de l'insécurité, sans doute parce que de nombreux procès sont en cours sont déposées contre des personnalités kirchnéristes.

¹² [À propos de la situation de la Grèce et de l'abandon de l'euro dans son cas] *Si cela survient, cela aura le même effet qu'en Argentine en 2001, qui avait prétendument un lien permanent, indéfectible avec le dollar. Mettre un terme à cette fixation était supposé impensable, pour les mêmes raisons que renoncer à l'euro semble impossible: y compris face à la possibilité de risque de banqueroute. Et la banqueroute eut lieu de toute façon, et le gouvernement argentin imposa des mesures exceptionnelles de restrictions sur les retraits. Cela laissa la porte ouverte à la dévaluation, et l'Argentine finalement franchit ce seuil [...]. (New York Times, 05.08.10). Autrement dit pour Paul Krugman, prix Nobel d'économie, 2008, l'Argentine sert d'exemple de sortie de crise, sans plus. Visiblement la présidente de la République a de mauvais conseillers ou ne sait pas lire.*

Autre oubli de la présidente de la République: *l'Argentine continue à figurer comme le quatrième pays à risque, après le Venezuela, la Grèce et l'Irlande* (l'analyste Eduardo Van der Kooy, *Clarín*, 30.01.11). C'est encore l'exemple argentin, mais sans triomphalisme.

origine, leur peau, leur naissance, leur pauvreté, les avait condamnés à ne plus jamais avoir pied dans la vie. Si chétifs et si conscients qu'il n'y avait pas d'alternatives de création d'avenir quand à 9, 6, 11 ans la vie n'est qu'un maintenant, la pièce qui tombe de la main, la chaleur accablante dans la rue de terre, le nuage de poussière qui se colle dans les cheveux et un endroit pour se rafraichir, par pitié car on ne peut plus respirer.

Loin, très loin d'eux, fragiles et inertes, d'autres écrans, d'autres visages annoncent des ressources supplémentaires que le pouvoir de l'État pourra utiliser à discrétion: 38.000 millions de dollars de plus en un an pour octobre [date des élections présidentielles] qui avance à pas de géants. Mais qui -comment en douter- ne répandra pas de paradis dans la boue quotidienne qui avalent les Tatianas et les Milagros [=miracles], car les jours de bonheur ne sont pas faits pour leurs histoires brisées sans pitié.

Claudia Rafael - Silvana Melo (Agencia Pelota de Trapo, 14.01.11)

-Province de Salta: polémique sur la mort de deux enfants aborigènes (Clarín, 01/02/11) On pense qu'ils avaient des problèmes de dénutrition. C'étaient un bébé de 18 mois et une fille de trois ans. Ils sont morts la semaine dernière dans une situation de déshydratation. Le ministère de la Santé assure que ce fut une intoxication et que leur poids était bon.

“Julián ne mangeait pas beaucoup, il était maigrichon et on voyait bien qu'il perdait du poids” ont dit au correspondant de Clarín les parents de l'enfant mort mercredi de dénutrition. Il y a deux ans ils ont perdu une fille. (Clarín, 05.02.11). [...] le manque d'eau potable provoque de nombreux cas de diarrhée. Julián est la troisième victime de dénutrition, depuis le début de l'année 2011, pour le nord de la province de Salta.

Marqué par la tristesse, Martín Arias [père de Leandro, 18 mois, mort fin janvier] a avoué au correspondant de Clarín: “Quand, vendredi, je suis revenu de la montagne où j'avais obtenu un peu de boulot, mes enfants m'ont demandé de l'‘api’ – nourriture, en langue wichi–, mais je n'en avais pas et comme on ne m'avait pas payé, je n'ai rien pu acheter. Ici il y a des jours où nous mangeons et d'autres pas. Samedi, lorsque Leandro est mort, nous n'avons rien mangé”, rappelle l'homme qui vit à la Misión Sachapera 2, où habitent 45 familles. [...]

Dans ce lieu [Colonia Santa Rosa, un village du département d'Orán], 28 enfants sont morts de dénutrition ces deux dernières années. [Clarín, 02.02.11]

Bizarrement ce chiffre a été omis par le gouverneur péroniste (depuis 3 ans) José Manuel Urtubey. Il a expliqué dans un programme télévisé (05.02.11), qu'il y avait 30 morts d'enfants dénutris sur environ 30.000 suivis par an du temps de son prédécesseur (Romero, kirchnériste en fin de mandat) et 5 par maintenant pour 100.000 enfants suivis.

Hier, dans la cour de terre battue chez les Pérez [dont le fils Julián est mort il y a quelques jours], trois feus chauffaient un peu d'eau dans une casserole pour faire du riz, la seule chose qu'ils aient à manger jusqu'à aujourd'hui dimanche.

De Tartagal, on leur a promis un envoi de denrées: “On nous a dit: ‘S'il y en a, nous vous les envoyons, mais dans le cas contraire, vous devrez attendre la semaine prochaine”, conclut Julio Pérez et le silence s'instaure, un triste silence assourdissant. (Clarín, 07.02.11).

-Deux autres bébés meurent de dénutrition dans la province de Salta (Clarín, 08.02.11) Avec Marlene, de 6 mois, et Eliseo, d'un an et demi, cela fait cinq en 15 jours. [...] tous dans la région de General Ballivián, dans le nord de la province de



Salta. [...]À l'ombre d'un arbre Nélida Sánchez (29 ans) vernit la petite croix de bois de palo santo [Bulnesia Sarmientoi] que Teófilo Martínez (31 ans) a fait pour la mettre aujourd'hui au cimetière sur la tombe de leur fils, Eliseo Teófilo Martínez. [...]

“Ce jour là il n'y avait pas d'eau”, relate Nélida, en montrant le robinet dans la cour de terre. “Nous n'avons pas d'argent pour acheter de l'eau en bouteille. Nous subissons cet état de chose parce que l'eau est pleine de sable. Et s'il pleut, elle est

boueuse. Pour sûr que si nous voulons de l'eau [pure], il faut la prendre à minuit dans des seaux, sinon on a rien. L'infirmier dit qu'il faut hydrater les enfants quand ils ont la diarrhée. Mais où pouvons-nous avoir de l'eau fraîche?” [...] Je n'ai pensé à aucun moment qu'il allait mourir”, dit Nélida. “Ce jour là (vendredi soir) j'ai emprunté une bicyclette et j'ai conduit mon épouse, le bébé étant dans ses bras, sur le porte-bagage. Je n'avais pas de quoi faire un appel à l'hôpital d'Embarcación pour qu'il envoie une ambulance”. [...] “Nous sommes arrivés à l'hôpital et les médecins faisaient des allés et venus. Peu après ils nous ont dit qu'ils allaient conduire à Orán, parce que mon fils était dans un état grave. J'ai laissé la bicyclette, heureusement on ne l'a pas volée, et nous sommes allés avec Nélida et le bébé”.

-Des membres des peuples originaires Qom de la province du Chaco doivent dormir sur le trottoir de l'hôpital de la Madre y El Niño [à Resistencia, la capitale] pour être secourus. La santé atteint des niveaux presque infra humains pour eux. Ils doivent supporter la chaleur, l'impossibilité de pouvoir accéder aux sanitaires, les moustiques la nuit et pire, ne pas avoir d'argent pour pouvoir se payer le minimum indispensable et accompagner les membres de leurs familles. À l'ICA, Instituto de Comunidades Aborígenes, ils ne sont pas reçus depuis une semaine. Pourquoi l'ICA, dont la raison d'être vient de la loi 426 également nommée loi de l'aborigène, est-il une des organismes qui les néglige le plus? (Agencia Rodolfo Walsh, 05.02.11).

- Province de Salta: deux autres bébés morts de dénutrition, cela fait sept en 15 jours. Les nouvelles victimes sont un enfant qui devait avoir un an aujourd'hui et une fillette de deux ans (Clarín, 10.02.11). (Tous les articles sur Salta sont de Jesús Rodríguez).

1 – 5 Position des kirchnéristes

Il me semble que la majorité est formée d'arrivistes et de bénéficiaires de sinécures. Mais il existe des partisans de politique autoritaire et verticaliste, qui estiment que dans le panorama actuel la moins pire des politiques serait celle attribuée aux Kirchner de défense des droits de l'homme et d'améliorations du quotidien des plus opprimés. Voici une réponse sur mesure.

HIJOS de La Plata (Hijos [enfants] en quête d'identité et de justice, contre l'oubli et le silence) réunissant des fils et des filles de camarades disparus, fusillés, exilés, prisonniers politiques est un des rares groupes d'HIJOS du pays (avec deux autres à Buenos Aires) à ne pas recevoir un centime d'un gouvernement provincial ou

national, et à ne pas chercher à en recevoir. C'est pourquoi il voit la vérité et ne la tait pas.

Fondé en avril 1995, il a été, avec d'autres enfants de disparus, à l'initiative de la création nationale de HIJO la même année. Il a publié une évocation 15 ans plus tard, en avril 2010, de sa pratique hier et aujourd'hui, toujours valable selon ses membres en janvier 2011¹³.

[...] Comme HIJOS nous avons ajouté à la demande des différents organismes de droits de l'homme la revendication de la lutte révolutionnaire des disparus, tout en mettant aussi l'accent sur la reconstruction du tissu social et sur la génération de la condamnation sociale des répresseurs pour que la société dans son entier sente comme sienne la blessure ouverte du fait du terrorisme d'État. [...]

Des gouvernements comme ceux des Kirchner génèrent, sans le savoir, des fractures qui affaiblissent le camp populaire, par le biais de politiques de doubles discours en matière de droits humains et la cooptation politique pour répartir les finances de l'État. Certains de ceux qui étaient, il y a quelques années, avec nous dans la rue, qui luttaient pour le jugement et le châtiment de tous les génocidaires et non pas pour des procès saucissonnés, qui furent présents lors des glorieuses journées des 19 et 20 décembre [2001], semblent aujourd'hui à des années lumière de la lutte.

Nous pensons qu'à un moment donné ces compagnons qui voient maintenant dans le gouvernement actuel une possibilité de changement comprendront, comme nous l'entendons, qu'il est impossible que cette administration, avec sa politique de simple témoignage, puisse incarner dans la réalité le pays dont nous rêvons, celui invoqué par les 30.000 camarades détenus disparus et tous ceux qui sont tombés dans le combat. [...]

La nullité des lois d'impunité n'est pas mise en place dans la justice effective: seulement 70 condamnés lors de procès dans tout le pays en 7 ans, avec un peu plus de 600 imputés (dont 39 en fuite) et 10 % des personnes jugées ont été acquittées, ceci ne représente absolument pas la dimension réelle du génocide perpétré durant la dictature et constitue une plaisanterie de mauvais gout. [Partie présentée p. 2-3]

La politique économique du "gaspillage" continue intacte. Kirchner a promis de ne pas payer la dette extérieure au prix de la famine des Argentins, et il l'a fait en payant des milliards de dollars, au point que son gouvernement est celui qui destine le plus d'argent au FMI ces dernières décennies. Jusqu'à 2009 il a décidé de payer 62,5 milliards de dollars, alors que 21 millions d'Argentins sont sous le seuil de la pauvreté et que la brèche entre les pauvres et les riches croît tous les jours, ces derniers gagnant 33 fois plus que les plus pauvres.

40 % des travailleurs touchent leurs salaires au noir et la majorité de ceux qui ont un travail officiel touchent une part de leurs revenus dans les mêmes conditions, les augmentations accordées par décrets ont été absorbées par l'inflation. Cependant on ne génère pas de travail véritable et on n'universalise pas les plans sociaux, en pratiquant des coupes sombres pour les écoles, les hôpitaux et la masse salariale de leurs travailleurs.

Devant cette conjoncture, nous HIJOS nous ne sommes plus des enfants et nous exigeons toujours la réparation du dommage historique causé par la dictature et son plan économique. [...] Nous demandons aussi que l'ensemble de situations précédemment décrites soient résolues, car nous estimons que les Droits de l'homme se mesurent tous les jours, et tant que l'impunité existera et que les droits politiques,

¹³ Le texte complet « Pour une maturité sociale » est disponible (http://www.fondation-besnard.org/article.php?id_article=1121).

économiques et sociaux seront violés, nous poursuivrons la lutte. Et nous invitons la personne qui verrait les facteurs que nous analysons comme s'étant modifié, à nous dire éventuellement avec quelle lunette magique il observe la réalité.

HIJOS La Plata - 15 ans de lutte

Nous n'oublions pas – Nous ne pardonnons pas – Nous ne nous réconcilions pas

Jugement et châtement des responsables de la disparition de Jorge Julio López, Luciano Arruga et Luciano González.

Jugement et châtement pour tous les génocidaires, justice pour tous les camarades.

Évidemment, il y a des kirchnéristes sans œillères qui distinguent la réalité et cherchent à éviter l'échec ou à garder leurs postes. Leur discours est intéressant dans la mesure où il marque les carences du prétendu modèle. Le texte est d'Emilio Pérsico et Fernando "Chino" Navarro, piqueteros en partie rétribués par la présidence de la République, du mouvement Evita, dans le quotidien pro K *Página 12*, (06.02.11).

Massacre à José León Suárez [localité proche de la capitale où le 5 février il y a eu un déraillement et attaque d'un train par des délinquants. Les flics arrivent tard et font un carton sur des gosses, venus d'un bidonville, en train de chaparder] Encore une fois, un fait grave de répression policière contre des gosses d'un quartier, bilan: deux jeunes tués, un autre gravement blessé. [...]

Néstor [Kirchner] nous disait, en insistant toujours, que les conflits sociaux ont des causes politiques et sociales. La voie répressive est la seule qui empire la situation, en séparant l'État de son Peuple¹⁴. [...]

Leo ne vient pas de ce quartier, il est d'ailleurs, fils de militants, conscient que le seul chemin pour construire un pays d'intégration est d'intervenir là où se trouvent les problèmes sociaux les plus difficiles et d'aimer, comme Evita aimait les personnes humbles, en construisant avec elles une orientation commune.

Pourquoi l'État ne peut-il pas voir les Leo comme une clé pour résoudre les problèmes? [...]

Nous avons besoin que l'État aille de concert avec l'organisation populaire. La clé est parmi les gosses, si l'État arrive à les inclure la victoire est possible.

Rechercher la justice pour le massacre de José León Suárez est une façon de consolider cette politique et que cette tuerie ne se répète jamais plus.

Les gamins sont les protagonistes.

La critique subliminale et le pari proposé sont audacieux car il suppose une présidente de la République capable d'aller à l'encontre de sa propre politique qu'elle juge la plus appropriée.

Les prochaines semaines vont permettre de juger de la justesse de cet article.

1 – 6 Syndicalisme de combat maffieux et vrai syndicalisme

Il est beaucoup question dans les médias kirchnéristes de travail esclave dans les campagnes. Laissons de côté le fait que cette réalité existe depuis plus de dix ans, le paradoxe qu'aucun journaliste (pro ou anti kirchnériste) ne souligne est que cette

¹⁴ Kirchner comme moraliste politique est une galéjade tragique, puisque les derniers jours de sa vie ont été marqués par l'assassinat du syndicaliste de base Mariano Ferreyra, sans qu'on entende aucune des paroles que lui attribuent les auteurs ni non plus de la part de la présidente Cristina Fernández, Argentine info N° 54, 20.11.10, pp. 1-2.

dénonciation vient de journalistes, d'ONG et jamais de la CGT et de la CTA. De plus, le travail esclave est quotidien dans la capitale, dans les ateliers de couture employant des Boliviens sans papier. Moyano, secrétaire général de la CGT (et ex membre actif des tueurs de la triple AAA [alliance argentine anticommuniste] au point que Hebe de Bonafini le vociférait chaque jeudi sur la place de Mai dans les années 1980¹⁵), bien que fort occupée par ses problèmes de gros sous et d'imputation pour les médicaments bidon (voir plus loin), a qualifié avec justesse la CTA (centrale des travailleurs argentins, donc faible par rapport à une Confédération) et ses affiliés (au moment de l'élection interne d'un nouveau secrétaire): *Ils ne sont pas aussi démocratiques qu'ils le disaient. Ils ont beaucoup critiqué notre fonctionnement et aujourd'hui ils démontrent qu'ils ont commis plus d'erreurs que nous.* [Revue *Sudestada*, n° 94, novembre 2010]

Eduardo Lucita, spécialiste des entreprises récupérées, insiste sur le recroquevillement de la CTA d'une position sociale vers des buts purement politiques: pour ou contre les Kirchner. Sur 1.413.000 affiliés (peu crédible selon Lucita), 270.000 ont voté.

Si Pablo Micheli a gagné avec 131.436 voix contre l'ami de Moyano et des Kirchner Hugo Yasky 113.187, le syndicat est coupé en deux dans la pratique. Une organisation importante en nombre et kirchnériste de Jujuy, Tupac Amaru, très influencée par la kirchnériste mafieuse Sala Milagro, a quitté la CTA (un plus selon moi pour la CTA, quelle qu'elle soit).

Enrique Gandolfo, de Bahía Blanca, a une vision de retour aux sources en insistant sur l'indifférence des syndiqués de base à ce scrutin.

Il est trop tôt pour savoir les retombées sur les luttes (à partir de mars).

L'Assassinat de Roberto Rodríguez, trésorier du syndicat de « Maestranza » (regroupant des syndicats du nettoyage dans le spectacle et diverses professions du spectacle) le 27 janvier 2011, rattaché à la CGT de Barrionuevo (un anti Moyano aux méthodes très semblables) est forcément en rapport avec la mafia des médicaments. Affaire brillamment exposée par l'ex ministre de la Santé de la présidente K, Graciela Ocaña, à la télé (le même jour et le 10 février sur TN, Todo Noticia). À la suite de plusieurs assassinats en 2009, la Justice découvre un règlement de comptes entre complices d'une escroquerie sur les médicaments, avec deux retombées:

a) Le financement d'une partie de la campagne électorale présidentielle de Cristina Fernández de Kirchner

b) L'utilisation de faux médicaments vendus dans certaines pharmacies du groupe maffieux et en particulier dans les cliniques de la CGT de Moyano, le syndicat le plus important du pays; avec comme astuce supplémentaire la présentation à la Sécurité sociale de factures de médicaments spécifiques (donc chers) administrés pour des pathologies graves à des patients inexistants (et cela depuis des années, 2005, selon les données actuelles).

Un détail saugrenu de plus: transfert de fonds pour les œuvres sociales, mais la CGT demande davantage (Clarín, 27.01.11).

Par une résolution inscrite hier au Boletín Oficial, le gouvernement a décrété l'assignation d'une traite de 276,3 millions de pesos afin de couvrir des traitements médicaux hautement complexes effectués par des œuvres sociales ainsi que les frais administratifs de la Super intendance des services de santé.

¹⁵ Rappel fourni à l'instant par une Mère de la place de Mai. Depuis quelques Bonafini et Moyano se supportent courtoisement, puisque survivant grâce aux largesses des K.

La nouvelle a été annoncée alors que la direction syndical de tout le pays est toujours en attente de l’accomplissement de la promesse de la présidente faite au chef de la CGT, le camionneur Hugo Moyano, de commencer bientôt à rendre aux œuvres sociales une partie des 6 milliards de pesos que le gouvernement leurs doit. [...]

Tout se passe donc comme si aucun procès et aucun assassinat n’avaient eu lieu.

Parallèlement quelques problèmes syndicaux de combat maffieux continuent.

Fracture et plaintes dans le syndicat des camionneurs de Mar del Plata. L’aide trésorier dénonce des irrégularités dans l’usage de l’argent (Clarín, 23.01.11) “Toto” Lorenzo [...] assure avoir multiplié la quantité d’affiliés dans la ville (de deux mille, ils sont passés à quatre mille), en ajoutant neuf délégués. Il a travaillé loyalement pour les Moyano [père et fils] mais il a entamé une série de revendications qui n’ont pas plu à la direction syndicale. Il l’a fait avec le secrétaire syndical, Juan Carlos Robles: “Les camarades ont commencé à demander un meilleur fonctionnement de l’œuvre sociale car le service est très déficient, de plus ils voulaient utiliser le camping et ils ne le pouvaient pas (le terrain sert uniquement pour des réunions politiques de Moyano). Comme Lorenzo a refusé de débarquer le leader du syndicat Martínez, à la demande de la sœur de Moyano Eva (membre du syndicat en n’ayant jamais travaillé dans la branche des camionneurs), il s’est retrouvé avec la serrure de son bureau changée. La rupture est définitive.

Mais Lorenzo est aussi aide trésorier et responsable de la mutuelle syndicale de Mar de Plata jusqu’à septembre 2011. En décembre 2010, lui et Juan Carlos Robles ont eu un violent affrontement avec leurs ex chefs au point de déposer une plainte en justice. En effet, une assemblée générale devait approuver en un jour les bilans et les compte de la mutuelle pour les années 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010”. Treize ans et quelques entorses à la loi!



Commerce (SEC) (Perfil, 28.01.11).

Un blessé lors d’une bagarre entre syndicat au péage de Parque Avellaneda entre les travailleurs du Syndicat unique des travailleurs des péages et assimilés (SUTPA) et le Syndicat des employés du

Un ex secrétaire des camionneurs dit qu’on l’a fait démissionner “par des menaces”. (Clarín, 08.02.11). César “Johny” Cura est l’ex secrétaire des camionneurs à Santiago del Estero. Il y a 5 ans il a perdu l’appui de Moyano et de ses gars. Maintenant il vise Pedro Mariani (Secrétaire syndical) et Mariano Silva (main droite du camionneur): “Ces types ont une conduite de maffieux: Mariani et Silva m’ont enfermé au siège de la Fédération de camionneurs et m’ont torturé psychologiquement pendant 6 heures pour que je démissionne.

Sur le plan véritablement syndical, les cheminots externalisés pour lesquels luttait le syndicaliste assassiné en octobre 2010, Mariano Ferreyra, par un syndicat fort apprécié par la présidente de la République, continuent leur lutte pour être titularisés dans l’entreprise Roca. Ils sont 2.052 et le ministre national du Travail Carlos Tomada

s'est engagé à les faire embaucher par cette entreprise, de fin novembre au 20 décembre 2010.

Néanmoins, une partie de ces travailleurs externalisés ont coupé les voix ferrées (*Clarín*, 25.01.11) du fait de la non application des promesses du Ministre. Un délégué, Diego Cardías, a expliqué que *seulement deux camarades ont été pris. Ce qui a été fait s'est de choisir des gens de l'Uocra (syndicat du Bâtiment), de l'Unión Ferroviaria [proche du gouvernement], mais pas nous qui le demandons depuis longtemps. [...] la semaine dernière, le ministre du travail a signé un accord avec les délégués pour accélérer les titularisations des travailleurs, commencée début janvier, d'où l'incorporation de plus de 700 travailleurs.*

Apparemment, non seulement le Ministre est incapable de respecter ses propres délais, mais le 9 février un nouveau blocage de la voix ferrée (pendant 40 minutes) s'est produit pour la réincorporation de 78 personnes (*Clarín*, 10.02.11).

1 – 7 *La longue lutte du peuple Qom* (Argenpress, 13.01.11)

Depuis le 23 décembre 2010, le Cacique [responsable de peuple originaire] Félix Díaz et cinq autres membres de la communauté Toba [ou Qom] de la province de Formosa ont entamé une grève de la faim à cause de l'assassinat de Roberto López par la police provinciale pendant une expulsion [d'un terrain considéré propriété de la communauté Qom]. Depuis le 9 décembre dernier ils campent au coin de l'Avenida de Mayo et 9 de Julio.

La volonté du cacique était d'être reçue par la présidente de la république et/ou le ministre national de l'Intérieur Randazzo. Le 10 février 2011 rien n'a eu lieu, et le gouverneur de Formosa Gildo Infrán, depuis 1995, péroniste et kirchnériste semble aux abonnés absents.

2) Sacré pays

2 – 1 Mensonge et pots de vin pour masquer la réalité

« L'éditeur général » de *Clarín*, Ricardo Kirschbaum, écrit le 6 février, « *Pour Nilda Garré [ex ministre de la Défense de 2003 à 2010, tout récemment nommée ministre de la Sécurité], c'est probable. En revanche, Arturo Puricelli [nouveau ministre de la Défense] et Aníbal Fernández [chef de Cabinet, équivalent de premier ministre] estiment que cela n'a rien à voir. Deux ministres -de la Sécurité et de la Défense- et le chef de Cabinet en désaccord sur le degré d'implication de la force aérienne dans le trafic de cocaïne, qui aurait été chargée sur la base de Morón [en Argentine et à la fois civile et militaire, une autre base de Morón, en Andalousie, est une base de l'armée nord-américaine], découvert à Barcelone [le 1 janvier 2011] dans l'avion des frères Juliá, dont le co pilote était Miret [trois fils de deux dirigeants des forces aériennes argentines pendant la dictature militaire].*

Le fait que l'affaire ait été présentée par le vice premier ministre du gouvernement espagnol et également ministre de l'Intérieur et que le secret de l'instruction ait été reporté à fin mars, indique que les services de renseignement espagnols savent le fin mot de l'histoire. Ils laissent au gouvernement argentin du temps pour trouver une explication « plausible ».

En effet, on déduit immédiatement que les contrôles de sécurité et de douane sont une passoire (responsabilité de Nilda Garré et d'un proche du clan K pour l'aviation civile, sans compter que l'avion est parti de l'aéroport international d'Ezeiza, autre passoire notoire, également sous la responsabilité d'un kirchnériste), que le ministère de

l'Intérieur (un temps sous la coupe d'Aníbal Fernández, puis du ministre Randazzo) est nul et suborné au point de n'être pas tenu au courant d'une opération de police internationale concerné son pays.

Et on va plus loin encore! Le même jour, le même journal sous la plume d'Eduardo van der Kooy suggère ce qui suit:

L'absence de contrôles, surtout de la destination des fonds publics, est une caractéristique du gouvernement. Un cas emblématique est représenté par l'initiative de « Football pour tous ». Quand le kirchnérisme a présenté le projet, il a affirmé qu'il serait financé par la publicité. Mais en 2009 il lui a accordé 645 millions de pesos. L'année dernière il avait évoqué une rallonge de 830 millions et en décembre, à la fin du championnat, ce montant dépassait le milliard de pesos. Les chiffres de 2011 seraient incalculables, suite à de nouveaux plan sportifs officiels et vu qu'il s'agit d'une année électorale. [...]

De façon approximative, ces apports de l'État au football seraient un contraste avec ce que le gouvernement consacre à d'autres questions. À peine 10 % de ces sommes, par exemple, au SEDRONAR chargé du combat contre la drogue. Un pourcentage similaire aurait représenté les frais de radarisation de l'espace aérien du pays, qui n'est toujours pas achevé. [...] Un juge d'instruction a ordonné au juge Norberto Oyarbide d'enquêter sur le rapport possible entre l'avion qui a transporté presque mille kilos de cocaïne à Barcelone et qui a fait escale dans quatre aéroports argentins, et la mafia des médicaments [voir 1 - 6], l'assassinat d'un autre syndicaliste il ya quinze jours et la tuerie de narcos colombiens survenue en 2008 dans un shopping [centre commercial de luxe] du nord de Buenos Aires.

Si le crime maffieux n'est pas installé dans le pays, il est au moins visible.

2 – 2 Insuffisance philosophique: le Brésil de Lula et l'Amérique Latine vus par Edgard Morin

Les médias argentins se sont pâmés devant le bilan positif de 8 ans de présidence de Lula, sans insister sur les cas de corruption, la poursuite du massacre écologique de l'Amazonie par l'armée brésilienne et des multinationales, le rôle pitoyable de cette armée à Haïti depuis 2004, la persistance du narcotrafic dans les favelas et l'intervention de l'armée¹⁶.

« Pluies assassinats? Non, un crime d'État! » est le titre révélateur d'un article d'humeur sur Indymedia Brésil (14.01.11). « Le gouvernement de la mort et du mensonge » (le lendemain) commence ainsi *Les sociétés gérées par des gouvernements corrompus (avec le jeu de mot orthographique portugais "corruPTos » comme allusion au parti de Lula) et incompetents souffrent davantage de tragédies politiques et environnementales que les sociétés bien ordonnées.*

Moins d'un an après la tragédie politico-environnementale qui a touché la ville de Niterói, dans l'État de Rio de Janeiro, où près de 50 maisons avaient été enterrées par une avalanche d'ordure sur laquelle elles étaient construites, une nouvelle tragédie ravage cet état brésilien. Cette fois, le désastre politico-environnemental est survenu dans la région montagneuse de Rio de Janeiro, tuant plus de 500 personnes.

Néanmoins, Edgard Morin exprime dans les quelques lignes qui suivent bien des lubies et des généralisations creuses de militants et d'intellectuels européens et peut-être nord-américains, d'où mes remarques contre les erreurs ou les mensonges, entre crochets.

¹⁶ Voir pour l'armée brésilienne et Haïti le dernier bulletin.

En Amérique latine, la gauche existe sous une forme plurielle. On doit dire les gauches. Lula [pauvre Morin], Kirchner [très pauvre Morin !!], Bachelet [Archi pauvre Morin !!], Correa [le partisan des mines à ciel ouvert ! Merci Morin]... Pas Chavez, je ne dirais pas que c'est la gauche [pourtant pas pire que les autres].

Le Brésil, ce grand pays qui a un grand potentiel industriel, met son avenir dans le développement, ce qui est dangereux pour l'Amazonie, etc. Bref, là aussi des modes de pensées sont introduits. Lula est partagé entre ceux qui disent qu'il faut sauvegarder l'Amazonie et ceux qui disent qu'il faut l'exploiter.[Naïf ce dilemme!]

Correa ne veut pas exploiter les ressources de pétrole; Morales en Bolivie reconstitue la société du « bien vivre », du « bien vivre » [avec mines à ciel ouvert et révolte des masses en décembre 2010], c'est-à-dire bien vivre avec la « pachamama », la terre mère¹⁷. C'est tenter les symbioses entre les civilisations traditionnelles et les civilisations occidentales [pas du tout, le respect de la nature existe depuis des millénaires].

Les traditions apportent le rapport avec la nature, ces solidarités de famille, de voisinage, de village, le respect des vieilles générations; les défauts, c'est souvent l'autoritarisme familial, le conservatisme. L'Occident apporte la démocratie, le droit des hommes et des femmes [Morin aurait pu nuancer vu, entre autres, les exemples de la France, l'Espagne et l'Italie depuis une bonne trentaine d'années].

L'élément déclencheur de la popularité de Lula est la « bolsa familia », cette allocation famille pauvre pour permettre aux enfants d'aller à l'école et même pour avoir accès à la consommation [héritage de Pinochet et plan des années 1970-1980, faut se renseigner Morin]. Cette idée commence à être étudiée au Maroc [Belle démocratie, Morin] et ailleurs, c'est un moyen de lutter contre la pauvreté. C'est très bien. C'est un continent très vivant¹⁸.

2 – 3 Misère et fatuité de Tzvetan Todorov sur les pseudo deux démons durant la dictature militaire argentine. Sémiologue, philosophe et historien d'origine bulgare et de nationalité française, Todorov a publié une tribune libre, « Un voyage en Argentine », dans *El País* de Madrid (07.12.10), non reprise dans la presse de langue anglaise ou française, pourtant le début de son article ne manque pas de culot:

En novembre 2010, j'ai été pour la première fois à Buenos Aires, où je suis resté une semaine. Mes impressions sur le pays sont forcément superficielles. Même ainsi, je vais me risquer à les transcrire ici, car je sais que, parfois, en contemplant un paysage de loin, nous apercevons des choses qui échappent aux habitants du lieu, c'est le privilège éphémère du visiteur étranger.

Les Montoneros [péronistes marxistes] et d'autres groupes assassinaient, séquestraient, cambriolaient et faisaient exploser des immeubles.

Le génocide cambodgien a tué 25 % de la population. La répression argentine, 0,01 %. [...]

Comme [la guérilla] a été vaincue et éliminée, on ne peut évaluer les conséquences que sa victoire aurait entraînées. Mais, à titre de comparaison, nous pouvons rappeler que, plus ou moins au même moment (entre 1975 et 1979), une guérilla d'extrême gauche prit le pouvoir au Cambodge. [...] les crimes de la dictature sont particulièrement graves du fait qu'ils furent conçus par l'appareil de l'État, garant théorique de la légalité. Ils ne détruisent pas seulement les vies des

¹⁷ Partisan des mines à ciel ouvert et voir 2 – 1.

¹⁸ Edgar Morin, une voie pour éviter le désastre annoncé, entretien avec Zineb Dryef et Pierre Haski (<http://www.rue89.com/entretien/2011/01/23/edgar-morin-une-voie-pour-eviter-le-desastre-annonce-187032>).

individus, mais les bases mêmes de la vie commune. Néanmoins, il demeure certain qu'un terrorisme révolutionnaire a précédé et cohabité au départ avec le terrorisme d'État, et qu'on ne peut comprendre l'un sans l'autre. [...].

Ce qui est infect dans cette analyse (indépendamment du culot de prétendre voir mieux de loin que les habitants du pays, comme s'ils ne voyageaient jamais et ne savaient rien de ce qui a lieu hors de chez eux), c'est la méconnaissance d'un minimum de données du passé récent argentin (de 1955 à 1975 on note une succession de putschs et la pression de l'armée, le plus souvent avec le soutien de la CIA et de mercenaires comme des tortionnaires français d'Algérie, voir la biographie d'Aussaresses) et, également, l'usage puéril des statistiques (25 et 0,01) accompagné d'une extrapolation débile (guérilla perdante en Argentine=guérilla gagnante au Cambodge).

Todorov aurait pu méditer sur une courte interview du juge d'instruction Alagia Alejandro, du Tribunal oral 2 de Buenos Aires, publié peu avant son voyage en Argentine, dans *Espacio*, n° 3, octobre 2010, pp. 56-58.

[...] Nous voulons que le jugement¹⁹ serve à connaître une partie du passé. Comment la tragédie s'est formée. Le plus intéressant de ces ordres secrets [des archives déclassifiées] c'est qu'ils prouvent que les faits n'ont pas été commis contre la loi, mais que la loi était la tuerie systématique. C'est pourquoi ce jugement détruit la théorie des deux démons. (p. 57).

[...] ces crimes ont été commis par l'autorité, mais avec la complicité de puissants intérêts civils et internationaux, des pouvoirs qui existent encore. Ce ne sont pas les répresseurs [accusés dans ce procès], c'est certain. La pulsion génocidaire est inhérente à tout État. Les intérêts qui soutiennent le génocide, qu'ils soient économiques, sociaux, élitistes, raciaux, sont permanents dans une société divisée en classes, entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Ce conflit latent rend incertain la garantie des jugements. Elle dépend de l'effort collectif, comme cela a toujours été le cas.

C'est toute une vision de la lutte de classe et de la domination oligarchique qui échappe à Tzvetan Todorov. Depuis la découverte de l'Amérique en 1492 les génocides et la traite des esclaves se sont perpétrés et continuent aujourd'hui.

Qu'il y ait eu des penseurs éclairés et des modifications sociales, n'a pas altéré le schéma capitaliste. Feindre de ne pas le voir c'est justifier la justice et le droit émanant des bourreaux (avec quelques exceptions, toujours éphémère).

Todorov aurait pu, avec le même raisonnement sur l'Allemagne, écrire que les Juifs allemands et d'ailleurs ont provoqué le malheur de l'Allemagne et des dizaines de millions de morts, d'où la réaction nazie qui n'a entraîné que six millions de morts en chambres à gaz et pars exécutions sommaires (en plus, tous n'étaient pas juifs).

Todorov a participé à une campagne de réhabilitation du tzar de Bulgarie, à propos du sauvetage des Juifs bulgares (environ 40.000) durant la II guerre mondiale, en occultant que ce même tzar, allié des nazis, ne s'est pas absolument pas opposé au passage sur son territoire des trains allemands transportant des juifs de Salonique (environ 48.000, 98 % du groupe) gazés en Allemagne.

¹⁹ Il s'agit d'un procès sur trois camps de détention clandestin à Buenos Aires, Atlético, Banco, Olimpo, (voir des réflexions sur le verdict http://www.fondation-besnard.org/article.php?id_article=1105).